



Exposé de John Dupraz, vice-président de l'Union suisse des paysans, à l'occasion de la conférence de presse du 24 mai, à Berne

À qui profitent les négociations agricoles de l'OMC?

L'Union suisse des paysans (USP) reconnaît les aspects de l'agriculture touchant à la politique du développement. Dans les pays en développement, en effet, un renforcement de l'agriculture est sans aucun doute important. Mais il y a lieu de se demander si l'évolution de l'Accord agricole de l'OMC, qui fait l'objet des négociations en cours, est effectivement dans l'intérêt des pays en développement, et si les affrontements qui ont lieu au sein de l'OMC sont réellement le signe d'un conflit entre pays en développement et pays industrialisés.

Revendications partiales des exportateurs de produits agricoles

La priorité partielle accordée jusqu'ici, au sein de l'OMC, aux revendications des exportateurs de produits agricoles et la marginalisation des considérations autres que d'ordre commercial (non-trade concerns) montrent clairement que le Cycle de Doha n'est pas une confrontation entre pays en développement et pays développés, comme on le présente souvent. Il s'agit bien plutôt de l'affrontement de pays bénéficiant de conditions favorables, misant sur une production de masse bon marché, et de pays nettement moins compétitifs en terme de production agricole, mais dont l'agriculture fournit, outre des denrées alimentaires, un certain nombre d'autres prestations.

La Suisse n'est pas le seul pays opposé à une évolution de l'Accord agricole réduite à la seule amélioration de l'accès au marché. Des pays en développement, comme les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), la CARICOM (Communauté des Caraïbes) et la grande majorité de l'Union africaine (UA) adoptent également une position critique face à une réduction forfaitaire radicale des droits de douane.

Stratégie des exportateurs: « prendre sans rien donner »

Il n'est pas difficile de découvrir quels sont réellement les intérêts en jeu. Il suffit notamment d'analyser les réactions à l'offre de négociation de l'Union européenne concernant la suppression des subventions à l'exportation et des mesures similaires. Le rejet immédiat de cette proposition par de gros exportateurs agricoles (Australie, Canada), montre que ces pays ont pour objectif d'obtenir pour leur production l'accès au marché le plus large possible dans les pays qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas en mesure de produire à des prix aussi bas.

Mais ces pays exportateurs ne sont pas prêts à faire la moindre concession. Ainsi rejettent-ils catégoriquement la prise en compte d'aspects non commerciaux, telles la réglementation de la déclaration des produits ou la protection des indications géographiques de provenance. De notre point de vue, il est aussi étonnant qu'incompréhensible que les pays du groupe de Cairns, les États-Unis et d'autres pays encore puissent s'opposer ainsi à des considérations de cette espèce. Elles pourraient en effet contribuer dans une large mesure à la protection des consommateurs à l'échelon planétaire, notamment dans les pays réellement en développement.

La Suisse est un des principaux importateurs de biens agricoles

Comparativement à la consommation alimentaire, la Suisse est mondialement l'un des principaux importateurs nets de produits agricoles. Son degré d'autoapprovisionnement atteint en effet à peine 60 pourcent. Nous n'avons pas d'agriculture produisant des excédents et les liquidant à des prix de dumping sur le marché mondial. L'OMC doit tenir compte de cette réalité, à l'avenir également. Et au sein du G 10 – la coalition des importateurs nets –, la Suisse doit se battre avec acharnement en faveur d'un accord agricole permettant la coexistence de plusieurs systèmes de production. Outre la Suisse, les pays composant le G 10 sont le Japon, la Bulgarie, l'Islande, Israël, la Corée du Sud, le Liechtenstein, Maurice, la Norvège et Taiwan.

Les coalitions internationales plus importantes que jamais : il faut renforcer le G 10

La Suisse a besoin de s'appuyer sur une coalition internationale forte pour faire entendre ses revendications au sein de l'OMC. Lors de la Conférence ministérielle de Cancún, en septembre dernier, la Suisse a considérablement contribué à la constitution du G 10 et en a pris la tête. Ce groupe a pu faire entendre clairement sa voix concernant l'évolution de l'Accord agricole et a été tenu pour un partenaire important aux négociations. Pour cette raison, la Suisse doit poursuivre son rôle dirigeant au sein du groupe et contribuer à son renforcement.

Cycle de Doha: l'agriculture n'est pas seule concernée

A l'heure actuelle, l'OMC se focalise sur les négociations agricoles. Il est donc opportun de rappeler que l'échec de Cancún est dû au fait que les négociations ont achoppé sur les thèmes de Singapour (protection des investissements, concurrence et facilitation des échanges sur les marchés publics).

Nous ne pouvons pas plier sous la pression des gros exportateurs agricoles. C'est pourquoi nous allons continuer à investir toute notre énergie contre la conclusion d'un accord agricole déséquilibré. Au sein d'une coalition internationale, la Suisse doit s'engager en faveur d'un accord qui ne provoque la disparition d'aucun des différents systèmes agricoles existants et qui offre des perspectives dignes de ce nom à ceux qui vivent de l'agriculture.

La version prononcée fait foi!